



**Le Conseil d'Etat**

33-2026

Département fédéral des finances (DFF)  
Madame Karin Keller-Sutter  
Conseillère fédérale  
Secrétariat général  
Bundesgasse 3  
3003 Berne

**Concerne : consultation relative à la modification de la loi sur les établissements financiers (LEFin)**

Madame la Conseillère fédérale,

Nous nous référons à votre courrier du 22 octobre 2025, par lequel vous nous avez invités à prendre position sur la consultation mentionnée sous concerne, et nous vous en remercions.

De manière générale, nous soutenons l'objectif poursuivi par ce projet qui vise à moderniser le cadre applicable aux services financiers numériques et à offrir une base juridique claire pour les établissements de moyens de paiement, les prestataires de services liés aux cryptoactifs, ainsi que pour l'émission de *stablecoins*. Dans un contexte d'évolution technologique rapide et de forte concurrence internationale, cette démarche contribue à renforcer l'attractivité et la compétitivité de la place financière suisse.

Toutefois, nous souhaitons relever plusieurs éléments qui, selon nous, mériteraient des ajustements afin d'assurer une mise en œuvre équilibrée et cohérente avec les besoins de l'économie réelle :

1. Certaines exigences prévues pour les nouveaux établissements pourraient s'avérer lourdes pour les petites structures, en particulier pour les entreprises innovantes encore en phase de développement. Ces acteurs jouent pourtant un rôle essentiel dans la dynamique de l'écosystème fintech, notamment en matière d'expérimentation et de diversification de l'offre, mais également en termes d'emplois. Une application trop uniforme du cadre réglementaire risque d'entraver leur capacité de croissance et d'innovation ou de décourager leur installation en Suisse. Il apparaît dès lors nécessaire de prévoir des mesures tenant compte des différents profils des acteurs (proportionnalité des mesures) ou des mécanismes d'allègement adaptés à leur taille et à leur profil de risque.

2. De nombreux paramètres opérationnels devront être définis au niveau de l'ordonnance. Sans garanties de proportionnalité et de délais clairs dans le traitement des autorisations, la charge administrative pourrait freiner l'innovation et limiter les effets positifs recherchés par la réforme.
3. Certaines notions introduites dans le présent projet nécessiteront des clarifications supplémentaires dans l'ordonnance afin d'éviter une application trop complexe et de garantir une cohérence avec les standards internationaux, en particulier avec les dispositions européennes (MiCA), déterminantes pour les acteurs suisses actifs à l'international, et assurer une réciprocité entre la réglementation suisse et européenne. Cela concerne notamment la délimitation des nouvelles catégories d'activités soumises à autorisation, ainsi que la qualification et la classification des cryptoactifs.

En résumé, notre Conseil soutient la volonté du Conseil fédéral d'adapter la LEFin aux évolutions du secteur financier numérique, tout en appelant à une mise en œuvre proportionnée, lisible et prévisible. Ces conditions sont essentielles pour garantir la sécurité juridique, encourager l'innovation et maintenir la compétitivité de la place financière suisse.

En vous réitérant nos remerciements pour votre consultation, nous vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'assurance de notre haute considération.

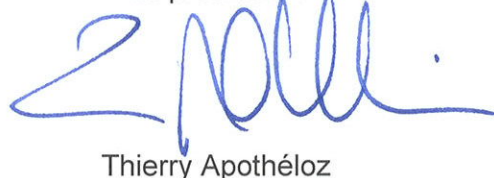
AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Michèle Righetti-El Zayadi

Le président :



Thierry Apothéloz